

Observations sur le programme d'action régional nitrates de la région Bretagne (PAR 7)

En juillet 2021, la Cour des Comptes et la Chambre Régionale des Comptes de Bretagne ont présenté un rapport commun pointant les insuffisances de l'action publique contre les marées vertes.

En juillet 2023, le tribunal administratif de Rennes, constatant qu'en dépit des programmes en vigueur le phénomène d'eutrophisation restait en progression, demandait à l'état de prendre des mesures supplémentaires et de compléter le PAR 6.

Selon les données officielles la qualité de l'eau a cessé de s'améliorer en Bretagne depuis 2014 et sa teneur moyenne en nitrate reste autour de 30 mg/l et est **souvent à nouveau en augmentation** quand il faudrait descendre au-dessous de 15 mg/l.

Rivières et Bocage, étudie l'évolution du Bélon depuis plus de 20 ans, or nous constatons que s'il avait été épargné jusqu'à une époque récente, les dépôts d'ulves y sont maintenant habituels, **en augmentation** et **souvent massifs**.

Il nous semble qu'il est donc grand temps de tenir compte de ces conclusions et de ces observations et de prendre sérieusement en compte l'avenir de la petite fille de la photo ci-dessous.

Or le PAR 7 ne présente quasiment aucune évolution significative ou réellement en mesure d'inverser la situation.



Algues vertes sur herbier de zostères (Le Bélon, août 2019)

Dans ces conditions la dégradation ne peut être qu'inéluctable, comme celle que nous constatons sur le Bélon (photos ci-dessous).



Dépôt massif d'algues vertes (Le Bélon, septembre 2023)



Anse de Penmor recouverte d'ulves (Le Bélon septembre 2023)

Nous déplorons donc que la prise de conscience de l'Autorité compétente, ne soit pas à la hauteur des enjeux, comme le montre ses réponses à l'Autorité environnementale, ainsi :

- La DREAL conteste le fait que l'eutrophisation est en progression en se basant sur une « *légère baisse* » sur certains bassins en passant sous silence la progression dans beaucoup d'autres et **l'augmentation générale des échouages d'algues vertes sur les vasières** (le Bélon par exemple). Ce qu'elle confirme pourtant dans son *Evaluation environnementale du PAR7* : « **les mesures prévues paraissent insuffisantes pour inverser la courbe de l'évolution des surfaces d'échouage.** » (cf. EE_PAR7_Bretagne p.185) ;

- La DREAL semble se satisfaire de la baisse de la teneur en nitrate dans les eaux entre 2000 et 2020 alors que depuis 2014 on observe une stagnation de cette teneur autour de 30 mg/l, **soit deux ou trois fois la teneur permettant d'espérer une amélioration et plus de six fois la teneur de 1970**. Alors qu'elle confirme dans son *Evaluation environnementale du PAR7* : « **Très peu d'évolution par rapport au PAR 6**. Ainsi, en l'absence de moyens de contrôle renforcés, et d'une politique de suites de contrôles dissuasive en cas de constat d'infraction, **les résultats pourront difficilement s'améliorer de façon significative**. » (cf. EE_PAR7_Bretagne p.187) ;
- La DREAL considère que la fermeture de 69 captages dans la dernière décennie, quand il était de 127 dans la précédente, est une amélioration alors que ce n'est qu'une baisse du rythme de la dégradation **donc toujours une dégradation** ;
- La DREAL précise plus loin : « - **Toutes les mesures efficaces identifiées par les scientifiques conduisent à désintensifier la production, donc, conduisent à des manques à gagner pour les exploitants agricoles** ; - *Très difficile aujourd'hui d'organiser la désintensification de l'agriculture par voie réglementaire...* ». Personne ne prétend que c'est facile, mais il va de la survie de nombreux autres acteurs de l'économie liés au tourisme, à la conchyliculture, à la pêche... sans parler des simples citoyens qui réclament eux aussi un environnement sain, même s'ils ne disposent pas de gros tracteurs pour se faire entendre.

En conclusion, Rivières et bocage considère que ce 7^{ème} plan, comme les précédents, ne répond que de façon purement formel et artificiel aux injonctions de la Directive nitrate et que, ne présentant aucune évolution significative, il ne cherche pas véritablement à mettre en œuvre les moyens concrets permettant une amélioration effective de la situation. Il expose, en outre, la région et l'état à de nouvelles condamnations. Nous nous opposons donc à sa publication en l'état.

Rivières et bocage